Corruption, mafias et renseignement

Pierre LACOSTE

La corruption est un fléau universel qui a existé de tout temps dans les sociétés humaines, depuis la plus haute antiquité, chez les riches comme chez les pauvres et à tous les niveaux des organisations politiques, sociales et économiques. De nos jours, dans le cadre de la mondialisation, les médias du monde occidental évoquent constamment des cas de corruption en relation avec les méfaits de la criminalité organisée, avec les comportements aberrants des « États voyous » et des « États faillis », ainsi qu'avec ceux de plusieurs puissances privées transnationales devenues de véritables « pseudos États ». Enfin, la corruption est un des thèmes favoris des amateurs de scandales politico-financiers puisque les plus authentiques démocraties ne sont pas non plus à l'abri des dérives de certains de leurs citoyens, parfois même de leurs dirigeants.

Sur un tel sujet, les renseignements les plus précis et les enquêtes les plus fiables des services de renseignement et des autorités judiciaires coexistent avec des informations fantaisistes et des rumeurs incontrôlables qui désorientent les opinions publiques. Les procédures du secret voisinent alors avec les approximations du « non-dit » au détriment d'une connaissance objective des faits. La loi du silence, les allégations invérifiables, les règlements de comptes faussent la perception des réalités et de leurs représentations dans l'imaginaire des peuples.

Comme le rappelle l'introduction du *Livre Blanc* de 2008, la complexité des relations internationales, les menaces pour la paix et pour la sécurité dépendent de facteurs qui n'apparaissaient pas explicitement dans les analyses classiques des causes, des modalités et des effets des conflits armés et des crises de l'insécurité. C'est en ce sens que la corruption, sous ses divers aspects, mérite d'être prise en compte par les spécialistes du Renseignement. C'est un sujet important de leurs études transdisciplinaires concernant les stratégies de la défense et de la sécurité. Mais, comme c'est aussi un des principaux modes d'action des mafias criminelles qui sévissent dans le monde contemporain, il concerne au premier chef tous ceux qui exercent des responsabilités tant dans la conduite des politiques publiques que des affaires privées.

Pour ma part, j'ai depuis de nombreuses années la conviction que, sous ses différentes formes, la corruption est une des pratiques les plus efficaces des stratégies mafieuses, car elle contribue à garantir la sécurité et la pérennité de leurs activités criminelles. Pendant des siècles, dans plusieurs régions du monde, certaines mafias ont réussi à survivre à toutes les contre-mesures et à toutes les tentatives des différents régimes qui ont tenté de les éradiquer. J'ai publié chez Lattès en 1992, peu de temps après avoir quitté la présidence de la Fondation pour les études de défense nationale, un essai intitulé *Les mafias contre la démocratie* [1]. Après avoir analysé les principes fondamentaux de la sécurité contre les risques naturels et accidentels, d'une part, et contre les menaces délibérément provoquées par des personnes ou par des organisations humaines aux intentions hostiles ou criminelles, d'autre part, j'avais énoncé un de ses principaux paradoxes : « *l'homme est le plus dangereux de tous les prédateurs mais il est aussi, grâce aux progrès constants des sciences et des techniques, le meilleur artisan des systèmes de sécurité du monde moderne* ».

Dans la première catégorie, les corrupteurs et les corrompus n'ont pas cessé de fragiliser les défenses légitimes des États de droit [2]! Dans la seconde, les services de renseignement sont une partie intégrante des systèmes de sécurité. Le *Livre Blanc* a introduit la notion de « résilience » pour qualifier les aptitudes de nos institutions à résister en souplesse à des attaques imprévisibles. C'est bien la

OPINION

(1) Pierre Lacoste, *Les mafias contre la démocratie*, Paris, Lattès, 1992, 225 p.
(2) La cupidité de quelques grands acteurs de la finance transnationale est une des principales causes de la crise financière de 2008.

principale caractéristique des « familles » et des clans mafieux, ces structures « inoxydables » dont plusieurs sévissent à l'échelle mondiale [3]. La *Cosa Nostra*, les Triades chinoises ou les mafias albanaises ont évidemment des caractéristiques spécifiques liées à leur histoire, à leur environnement, à la culture de leurs propres peuples [4]. En France et à l'étranger, leurs objectifs, leurs méthodes, leurs organisations ont fait l'objet de très nombreuses enquêtes, procès, études et monographies qui permettent d'avoir de chacune d'elles une connaissance précise [5].

En poursuivant l'analyse des stratégies et des méthodes des mafias traditionnelles, j'avais cherché à dégager les principales caractéristiques qu'elles ont en commun. On remarque d'abord que toutes les mafias bénéficient d'une succession de sécurités redondantes. Comme le donjon des forteresses de jadis était protégé par des défenses concentriques réparties dans l'espace, les « parrains » des mafias italiennes sont toujours parvenus à bénéficier du soutien clandestin de quelques complices bien placés à chacun des niveaux local, régional et national de la société. À la base les « hommes d'honneur », des malfrats, craignent les sanctions impitoyables s'ils trahissent l'Omertá, mais ils ne veulent pas renoncer aux avantages de la « grande vie » que procure l'argent facile du crime. Quand ils rançonnent les commerçants du quartier attribué à leur « famille » d'appartenance, ils jouent à leur tour sur la peur et sur l'intérêt de leurs victimes. Le commerçant accepte d'acquitter le « pizzo », renonce à dénoncer le racket en justice, pour éviter des violentes représailles et parce que la tranquillité publique est un gage de prospérité de son entreprise. Le bon sens populaire résume en deux formules lapidaires les mécanismes élémentaires de la corruption : « *la carotte et le bâton* » et « *je te tiens, tu me tiens...* ». Ces deux formules se déclinent en une multitude de variantes, des plus brutales aux plus sophistiquées. Elles sont abondamment illustrées par la littérature, des romans historiques aux romans policiers, et par tous les médias. Elles sont surtout parfaitement connues des services spécialisés, notamment des experts du Service central de prévention de la corruption (SCPC).

Service à composition interministérielle créé en 1993, le SCPC a été placé auprès du garde des Sceaux, ministre de la Justice, pour traiter de la prévention de la corruption et de la transparence de la vie économique et des procédures publiques. Ses missions, précisées par décret, ont donné lieu à des rapports d'activité publiés chaque année par la Documentation française, mais rares sont les Français, y compris dans la politique et la haute administration, qui en connaissent l'existence.

En 2006, Noël Pons, ancien membre du service, a publié un essai intitulé *Cols blancs et mains sales* [6]. L'énoncé de quelques têtes de chapitres de cet ouvrage suffit à montrer la diversité et l'ampleur des pratiques de la corruption dans l'économie criminelle [7]. Cet « inventaire à la Prévert » s'accompagne de conseils aux « contrôleurs », indispensables auxiliaires de la police, des douanes et de la justice, pour les aider à déceler les innombrables astuces des malfaiteurs « en col blanc ».

D'autres exemples de corruption ne sont pas d'ordre économique comme le trucage des élections qui concerne la politique, ou la manipulation de certaines ONG à des fins inavouables qui concerne l'ordre international. Dans son ouvrage, Noël Pons distingue évidemment à côté des diverses formes de la corruption active, les nombreuses variantes de la corruption passive. Et il ne manque pas d'évoquer leurs interférences hors des limites du territoire national, en évoquant les facilités offertes aux mafias et au crime organisé par l'ouverture des frontières et plus encore par les guerres, les révolutions et les crises violentes qui se produisent dans les « zones grises » du monde actuel. En fragilisant ou en détruisant les institutions des États de droit, les désordres font sauter les verrous, les sécurités fondamentales qui protègent les citoyens [8].

••••

(3) Comme le Phoenix, certaines d'entre elles ont traversé les siècles en renaissant de leurs cendres chaque fois qu'on avait cru les avoir définitivement démantelées.

(4) Exemple de deux « cultures nationales » : pour les Grecs, pour les Italiens, la fraude fiscale n'est pas un délit ; c'est un sport national qui n'a pas un caractère infamant.

(5) Les travaux de Xavier Raufer et de Jean-François Gayraud font honneur à l'école française de criminologie. Ceux des magistrats, des parlementaires italiens, et des forces de l'ordre qui luttent depuis des décennies contre le fléau dans la péninsule ont permis de réunir une documentation exceptionnellement riche et précise.

(6) Noël Pons, *Cols blancs et mains sales. Economie criminelle*, mode d'emploi, Paris, Odile Jacob, 2006, 320 p.

(7) Fraudes et trucages dans le monde du sport ; achats des joueurs, droits télévisuels, blanchiment, dopage, trafics des billets ; jeux d'argent sur la toile ; escroqueries aux comptes sociaux, aux aides européennes, carrousels de TVA ; traque des documents officiels ; immigration illégale ; travail clandestin ; fraudes classiques aux marchés ; conflits d'intérêts ; contrefaçon ; caisses noires, etc.

(8) Dans les années 1990, l'éclatement de la République fédérale de Yougoslavie a laissé le champ libre aux pires criminels de la région. En 2003 la « guerre préventive » de G.W. Bush a bouleversé les structures sociales de l'Irak et généré d'abominables pratiques illégales. Actuellement en Afghanistan, les corrupteurs et les corrompus sont les premiers bénéficiaires de vingt ans de désordres, de violences... et de l'économie de l'opium.

Si la corruption n'épargne pas les démocraties [9], elle est aussi présente dans des régimes autoritaires et policiers. La dissolution de l'Union soviétique a confirmé ce que les partisans de l'URSS avaient refusé d'admettre pendant des décennies : les « nomenclaturas » communistes étaient minées par la corruption, au même titre que les dictatures nazie et fasciste, et que leurs émules qui sévissent encore de nos jours. En Russie la décomposition de l'État soviétique et les désordres de la présidence de Boris Elstine témoignent des ravages causés pendant les années 1990 par certains conseillers américains. En vantant les succès d'une économie de marché libérée de toute entrave, ils ont fait le jeu des « oligarques » sans scrupule qui se sont emparés des richesses de la nation en ruinant leurs compatriotes. Vladimir Poutine a été choisi par le tsar vieillissant en échange de la promesse d'impunité pour les turpitudes des mafieux de sa propre famille ! En revanche, en Chine, Deng Xiao Ping a réussi à faire le ménage dans les instances du parti sans en détruire les structures essentielles afin de préserver la colonne vertébrale de l'Empire. Il gardait en mémoire les désastres des anciennes guerres civiles entre les « royaumes combattants » et les turpitudes du temps de Mao Tsé Toung auxquelles il avait assisté au sommet de l'État.

Le rôle des services de renseignement consiste à alerter les gouvernants en temps utile pour leur permettre de prendre des mesures de précaution et de prévention. Mais les porteurs de mauvaises nouvelles sont rarement bien accueillis ! Le déni de réalité, la « politique de l'autruche », les décisions des « apprentis sorciers », des fanatiques, des « faucons », des extrémistes en tous genres faussent le jeu normal des échanges entre les services et les décideurs [10].

Les progrès fulgurants de la Chine de 2010 rappellent ceux du Japon au début du XXe siècle, conséquence des connaissances acquises pendant l'ère du Meiji. Pour comprendre les raisons des succès des Européens et des Américains, les Japonais avaient pratiqué une politique systématique de recherche d'informations qui leur a permis de moderniser le pays en quelques années, au point de vaincre les forces terrestres et navales de l'Extrême-Orient Russe en 1904/05. Après la Seconde Guerre mondiale, ils ont dû renoncer aux pratiques de l'espionnage militaire et politique mais ils ont développé celles, plus subtiles et moins critiquables, de l'Intelligence économique. De même aujourd'hui, les Chinois tirent les bénéfices d'une entreprise de collecte d'informations encore plus systématique et d'une ampleur sans équivalent dans l'histoire, pour recueillir et exploiter les connaissances et le savoir-faire des Occidentaux, notamment les données scientifiques et techniques. Avides de savoir et de comprendre, aptes à capter et à copier les meilleures pratiques, nullement retenus par des scrupules d'ordre moral ou éthique, ils n'hésitent pas à recourir à la corruption pour garantir la sécurité d'accès aux matières premières d'Afrique et d'ailleurs ou pour obtenir les monopoles qui leur sont indispensables pour poursuivre un développement exponentiel.

L'exemple chinois incite nos services de renseignement nationaux à intensifier leurs coopérations à l'échelon national, européen et même mondial. Au plan opérationnel, ils sont déjà en relations constantes avec Europol, Interpol et les agences spécialisées des Nations unies dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, la drogue, les trafics d'êtres humains ou le blanchiment des capitaux d'origine douteuse. J'ai recommandé qu'ils participent à des études transdisciplinaires afin de compléter et d'approfondir leur connaissance des phénomènes de corruption associés aux pratiques criminelles, parce qu'il est évident que le renseignement peut en tirer profit dans l'exécution de ses missions opérationnelles [11]. Cependant, les échecs répétés contre les mafias démontrent que les solutions de tels problèmes sont au-delà de leurs propres attributions [12].

....

(9) Joseph Kennedy, le patriarche de la dynastie, dirigeait une entreprise d'importation d'alcools. Au temps de la prohibition, il n'a pas enfreint la loi fédérale, se contentant de livrer la marchandise hors des limites des eaux territoriales, aux mafias criminelles d'Al Capone et consorts. Profitant de sa fortune pour financer les campagnes électorales de F.D.Roosevelt, il avait été nommé par le nouveau président à la tête de la SEC, le gendarme de la bourse de Wall Street ! On prête à FDR une réflexion cynique : « Rien de tel qu'un malin pour contrôler les brigands ». Après la deuxième élection de 1937, la récompense avait été l'ambassade des États Unis à Londres mais, en 1939, les propos pro nazis de son ambassadeur ont conduit Roosevelt à le remplacer par un diplomate plus discret !

(10) Dans les années 30, Chamberlain, les pacifistes français et britanniques et les politiciens au pouvoir en France et au Royaume Uni, ont refusé d'entendre les prévisions d'Hitler dans *Mein Kampf*, ignorant les comptes rendus des services secrets sur la montée des périls militaires.

(11) La corruption ne constitue pas une menace immédiate au même titre que le terrorisme ou la violence guerrière. Mais elle exige de ne jamais relâcher la vigilance et d'entretenir des dispositifs actifs capables, en permanence de la prévenir, de la détecter et de la sanctionner.

(12) Les journalistes d'investigation sont des acteurs privilégiés de l'anti-corruption. Les meilleurs d'entre eux ont un respect scrupuleux des faits authentiques et des témoignages vérifiables. Mais la profession n'est pas non plus à l'abri des dérives politiciennes ou des tentations financières qui faussent la relation des réalités

La crise économique, conséquence de la crise financière de 2008, prouve qu'il reste un long chemin à parcourir pour établir et pour faire respecter des règles universelles contre la corruption [13]. Dans les espaces de non-droit, les paradis réglementaires, les antichambres des États faillis, c'est encore la loi du plus fort, du plus riche ou du plus malin qui s'impose. C'est ce qui a fait la fortune des grandes mafias, à l'abri de leurs méthodes éprouvées.

Dans les conclusions de mon essai de 1992 sur « Les mafias contre la démocratie », j'évoquais une analogie avec les pratiques des spécialistes du cancer. Les stratégies et les procédés des mafias s'apparentent aux mécanismes biologiques qui caractérisent les maladies malignes. En s'attaquant aux centres d'information et aux centres de décision qui constituent le cœur des sociétés humaines, les mafieux neutralisent les pouvoirs légitimes de la même façon que le cancer s'attaque au noyau des cellules en perturbant leurs structures ainsi que les échanges d'informations biologiques intimes qui en contrôlent le fonctionnement.

J'en avais déduit que, comme les cancérologues qui s'efforcent de renforcer les « défenses immunitaires » des malades, les États de droit devraient, en priorité, se consacrer à respecter et à faire appliquer les règles fondamentales qui régissent les structures de base de toutes les sociétés. Quitte à les rétablir quand elles ont été négligées ou bafouées, notamment par la corruption.

Mais le concept de défenses immunitaires ne saurait être limité aux seules institutions de l'État. Tous les pouvoirs politiques, administratifs, économiques et médiatiques, autres que ceux des autorités gouvernementales, sont concernés. C'est l'affaire de la Nation comme de tous les citoyens au sein de chacune des cellules de l'organisme social, la famille, l'école, l'université, les entreprises, les communautés professionnelles, les autorités religieuses, etc. Face à la corruption il faut adopter des mesures immunitaires pragmatiques, une sorte « d'hygiène sociale » comparable aux consignes sanitaires qui garantissent la sécurité des malades dans les hôpitaux, ou aux règles internationales qui s'imposent dans le transport aérien. S'il convient évidemment de se référer aux valeurs fondamentales des droits de l'homme et à celles de la légalité républicaine, dans toutes les professions, dans toutes les activités, il existe en pratique des références déontologiques très concrètes. Comme les autres institutions de la République, la justice, la police, les armées, chacun des Services de renseignement a les siennes, en héritage d'expériences et de traditions séculaires et, chez nous, dans le respect scrupuleux de la légalité.

Cependant, aucun n'est à l'abri de cette dérive insidieuse qui caractérise les sociétés modernes, à savoir les excès de législations superflues, de réglementations pointilleuses, de complications bureaucratiques. Dans la vie courante, les honnêtes citoyens sont les premiers à en pâtir. En revanche, les corrupteurs et les corrompus sont tout spécialement habiles à en tirer profit. L'excès de textes tue l'esprit des lois ! À cet égard, les analyses de cas vécus qui figurent dans *Cols blancs et mains sales* sont une excellente illustration des subtilités et des innombrables astuces de la corruption. Je pense que le SCPC mériterait d'être admis, à part entière, dans la communauté française des Services de renseignement.

Pierre LACOSTE

OPINION

••••

(13) Les parrains des grandes familles de la Cosa Nostra américaine, la LCN, capitalistes modernes à la tête de véritables holdings financiers, n'ont plus besoin de se salir les mains eux mêmes. Protégés par des sociétés écrans, ils sous traitent les opérations illégales les plus dangereuses à des filiales criminelles qu'ils savent parfaitement contrôler, notamment par les techniques de la corruption fruit d'une expérience séculaire.

(14) L'amiral Pierre Lacoste a été directeur général de la Sécurité extérieure (DGSE) de 1982 à 1985, puis a présidé la Fondation pour les études de défense nationale. Avec François Thual, il a publié *Services secrets et géopolitique*, Lavauzelle, 2003, 2e éd. Il a également publié *Un amiral au secret*, Flammarion, 1997, 220 p.